Cahier de doléances du Tiers État de Saint Hilaire le Petit (Marne)

Ce jourd'huy quatorze mars mil sept cent quatre vingt neuf, la communauté de S^t Hilaire le Petit pénétrée de reconnoissance et pleine de soumission pour les ordres de sa Majesté, la supplie très humblement d'agréer l'hommage de ses respectueux remerciements et ne cessera d'adresser ses vœux au Seigneur pour la conservation de ses jours sacrés et la prospérité de son règne, et le bonheur de son peuple à qui il donne dans cette circonstance la. marque la plus sensible de son amour vraiment paternel.

Le terroir de la communauté est très ingrat, une grande partie des terres ne se cultive que tous les trois ans et rapporte à peine pour payer les frais de la culture ; l'économie, le travail, seuls la mettent dans le pouvoir de payer les frais d'État. La dite communauté est obligée à l'entretien d'un pont et d'une chaussée coûteuse, à cause d'une ancienne route très fréquentée, appelée chemin de traverse qui conduit aux frontières. La dite communauté paie la dixme comme droit divin sur le gros grain ; mais les décimateurs sont en usage de prendre une dixme injuste comme celle de la laine et des agneaux ; c'est-à-dire que la fumelle paie deux fois la dixme ; ils exigent aussi sur les porcs et sur la volaille de toute espèce, sur le tout ils se paient au quatorze. La dite communauté demande que la nef de l'Église et le presbitère soient entretenus par les décimateurs, la suppression du casuel.

D'ailleurs la dite communauté paie à Monseigneur l'archevêque duc de Reims, qui n'est pas Seigneur du lieu, un droit qu'on appelle droit de Sauvement, qu'on payait autrefois et qu'on paie encore à cause d'une tour située dans le village de Bétheniville, village voisin ; la dite tour qui dans des temps malheureux servoit de sauve-garde pour la dite communauté, et la dite tour étant démolie depuis longtems et l'emplacement est vendu à un habitant de Bétheniville par le dit sieur archevêque et pour ce, les dits habitants du dit S^t Hilaire le Petit payoient autrefois et paient encore aujourd'hui tous les ans à la S^t Martin d'hiver.

1° Chaque habitant possédant ou faisant valoir quatre arpents et demy de terre paie un septier et un quartel d'avoine mesure au mars de Reims¹, une poule et quinze deniers.

2° Celui qui ne fait valoir aucune terre paie un quartel d'avoine, une poule et 15 deniers.

3° On paie pour chaque cheval labourant un septier d'avoine, une poule et 15 deniers.

4° Chaque cheval doit corvée de 5 lieues de chemin pour conduire trois septiers, deux quartels d'avoine de la dite rente.

En outre nous avons des droits à nos Seigneurs, lots et ventes et droits seigneuriaux à payer à Messieurs du Chapitre de la Sainte Chapelle du Palais Royal à Paris, ensemble la chambre des comtes.

Les frais et charges ci-dessus énoncés occasionnent, et empêchent les pères de famille à faire instruire leurs enfants et sont obligés de les faire travailler trop jeunes.

La dite communauté demande que le Clergé et la Noblesse paient les frais sur le revenu de leurs biens comme le tiers état et leur tenir en défense de ne faire valoir aucun bien.

La dite communauté demande que la vente du sel soit volontaire et au poids : calculer le prix de façon, que de province à province, il n'y ait pas d'appât pour la contrebande à l'extrémité frontière et que les choses soient réglées de façon que les étrangers soient nos tributaires.

La dite communauté demande la suppression de la Maîtrise des eaux et forêts.

La dite communauté demande la suppression des huissiers priseurs comme trop onéreux pour le peuple.

Demande en outre la suppression de l'industrie pour les plus pauvres.

Fait et arrêté par nous, Jean Ville lieutenant en la justice en présence des principaux, syndic et notables de la

¹ grains semés en mars à la mesure de Reims.

municipalité et autres de la paroisse de Saint-Hilaire le Petit, ce jourd'huy le 11 mars 1789, les six heures de relevée et avons signé :